



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 27 février-2 mars 2023

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 31 janvier 2023

WFP/EB.1/2023/6-C/1

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## **Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO (1er juillet-31 décembre 2022)**

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant des plans stratégiques de pays (PSP) et des plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, y compris celles approuvées conjointement par lui et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>1</sup>.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent<sup>2</sup>:
  - a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation budgétaire supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

<sup>1</sup> Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

<sup>2</sup> Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" [(WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi)], et *ibid.*, annexe II.

### **Coordonnateurs responsables:**

M. R. Turner  
Chef de cabinet et  
Directeur de l'Administration générale  
Bureau du Directeur exécutif  
courriel: [robert.turner@wfp.org](mailto:robert.turner@wfp.org)

M. D. Bulman  
Directeur adjoint  
Unité d'appui à la gestion des opérations  
courriel: [david.bulman@wfp.org](mailto:david.bulman@wfp.org)

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil – en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif – ou 150 millions de dollars;
  - c) la révision de composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
  - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
  - e) l'ajout à un PSP, à un PSPP ou à un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique; et
  - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, à des PSPP, à des plans stratégiques multipays provisoires, à des PSPP-T et à des opérations d'urgence limitées approuvées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2022, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 23 révisions ont été approuvées. Cinq d'entre elles l'ont été par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO; neuf ont été approuvées par des directeurs régionaux et neuf par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Pour le PAM, le coût total de ces révisions s'élève à 2,4 milliards de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO**

5. **La quatrième révision de l'opération d'urgence limitée pour l'Ukraine (2022-2022)** a permis de porter à 10 mois la durée globale de l'opération en la prolongeant jusqu'en décembre 2022, afin de pouvoir continuer d'aider les personnes et les communautés vulnérables, et de disposer du temps nécessaire à l'élaboration du programme destiné à faire suite. Selon les résultats d'une évaluation de référence de la sécurité alimentaire menée de mars à avril 2022, environ un ménage sur trois est touché par l'insécurité alimentaire en Ukraine. De nombreux habitants ayant fui l'Ukraine pour se rendre dans des pays voisins ou ailleurs, les estimations actuelles font apparaître une réduction de la population totale, qui est passée de 44 millions à 37 millions d'habitants. En outre, selon une analyse des lacunes réalisée par le groupe de travail sur l'assistance monétaire en février 2022, les ménages ciblés sont de plus en plus souvent en mesure de satisfaire eux-mêmes leurs besoins fondamentaux. En lien avec les dernières évaluations en date, la révision visait à abaisser le nombre total de bénéficiaires appartenant aux populations touchées par la crise, à réduire les distributions de vivres et le montant des transferts de type monétaire de manière à répondre à 60 pour cent des besoins des ménages et à mettre en place à titre expérimental une initiative axée sur l'alimentation scolaire d'urgence. La révision a entraîné une réduction du nombre de bénéficiaires, le ramenant au total à 4 705 000 personnes, soit 288 850 de moins, pour un coût de 707,9 millions de dollars.

6. **La première révision du PSP pour la République démocratique du Congo (2021-2024)** vise à faire face aux répercussions de la détérioration des conditions de sécurité, qui accroît la vulnérabilité dans tout le pays. Une accentuation de l'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo a entraîné des déplacements de population à répétition, aggravé les difficultés rencontrées sur le plan de l'accès humanitaire et accentué l'insécurité alimentaire. En novembre 2021, il est ressorti d'une analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) que 27 millions de personnes dans le pays étaient touchées par une forte insécurité alimentaire, principalement sous l'effet de l'instabilité et de la pauvreté endémique. Cette révision doit permettre au PAM de transposer les distributions de vivres à bien plus grande échelle afin de venir en aide à un plus grand nombre de personnes fortement touchées par l'insécurité alimentaire qui pâtissent de l'instabilité et d'assurer une alimentation scolaire d'urgence dans les zones où la vulnérabilité est importante. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée sera étendu, afin qu'en bénéficient un plus grand nombre de filles et de femmes enceintes ou allaitantes ainsi que d'enfants âgés de moins de 5 ans. Au titre de la présente révision, le nombre de bénéficiaires augmente de 3 335 742 personnes, ce qui le porte à 22 179 525 personnes au total, pour un coût de 663,9 millions de dollars.
7. **La neuvième révision du PSP pour le Myanmar (2018-2023)** prolonge de 12 mois l'opération qui est en cours dans ce pays afin de mieux faire face à l'accroissement des besoins sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages vulnérables qui pâtissent de l'accentuation de l'instabilité et des chocs socioéconomiques. Depuis la prise de pouvoir par l'armée en février 2021, la situation politique au Myanmar reste très instable, en particulier dans le Nord-Ouest et le Sud-Est, en raison des tensions qui s'exacerbent entre les forces armées du Myanmar, les organisations armées ethniques et la Force de défense du peuple. Selon la Banque mondiale, 40 pour cent de la population vit en-deçà du seuil de pauvreté national, ce qui signifie que les progrès en matière de lutte contre la pauvreté qui avaient été accomplis pendant près d'une décennie ont été réduits à néant. La révision vise à accroître l'assistance apportée aux personnes déplacées ainsi qu'à celles qui ont récemment pâti de l'instabilité, en associant distributions de vivres et transferts de type monétaire pour tenter d'éviter que la situation des bénéficiaires sur le plan de la sécurité alimentaire ne se dégrade davantage. La portée des activités axées sur la création d'actifs et les moyens d'existence dans les zones touchées sera élargie et la collaboration avec les partenaires de développement sera accrue dans le cadre des activités intégrées de renforcement de la résilience. Le soutien nutritionnel visant à prévenir et à traiter la malnutrition aiguë modérée sera transposé à plus grande échelle afin que davantage de filles et de femmes enceintes ou allaitantes ainsi que d'enfants âgés de moins de 5 ans puissent en bénéficier dans les zones touchées par l'instabilité. La révision doit permettre de venir en aide à 714 560 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 5 763 760 personnes, pour un coût de 297,8 millions de dollars.
8. **La première révision du PSP pour la Colombie (2021-2024)** vise à faire face à une situation complexe, marquée par des situations d'urgence qui se recourent, notamment d'importants flux migratoires, l'accentuation de la violence, des phénomènes météorologiques extrêmes et la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Selon le plan régional d'intervention relatif aux réfugiés et aux migrants établi pour 2023-2024, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire en Colombie devrait s'élever à 3,96 millions en 2023 et 4,2 millions en 2024, en comptant les migrants pendulaires et en transit, ainsi que les Colombiens retournant chez eux. La flambée des prix des produits alimentaires sur les marchés nationaux a entamé le pouvoir d'achat des ménages vulnérables, restreignant leur accès à la nourriture et accentuant leur insécurité alimentaire et leurs problèmes nutritionnels. Compte tenu de l'accroissement des besoins, la révision élargit l'assistance assurée sous forme de transferts de type monétaire au profit des migrants, des Colombiens retournant chez eux, des membres des communautés

d'accueil et des personnes touchées par des catastrophes liées au climat et des chocs économiques. Des distributions de vivres seront organisées dans les contextes d'urgence en fonction des besoins, en accordant la préférence aux achats locaux de manière à raccourcir les délais de réalisation. Afin de renforcer les effets des interventions du Gouvernement et des partenaires dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement, le PAM assurera la prestation de services axés sur les transports terrestres, l'appui aux achats et les solutions d'entreposage. La révision prévoit d'accroître de 1 524 144 personnes le nombre de bénéficiaires, ce qui en portera le total à 5 399 710 personnes, pour un coût de 202,0 millions de dollars.

9. **La quatrième révision du PSP pour Madagascar (2019-2023)** doit permettre au PAM de faire face à l'accroissement des besoins humanitaires provoqué par une dégradation de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à la suite de la saison des cyclones de 2022, une sécheresse dans le sud du pays et des besoins plus importants pendant la période de soudure 2022/2023. Jusqu'à 1,9 million de personnes devaient être confrontées à une insécurité alimentaire grave entre septembre et novembre 2022, et 2,1 millions de personnes entre décembre 2022 et mars 2023. Face à cette situation, la révision prévoit des distributions de vivres et, dans la mesure du possible, des transferts de type monétaire afin de répondre aux besoins des populations touchées par une forte insécurité alimentaire dans la région du Grand Sud. L'assistance nutritionnelle sera renforcée avec la distribution de mélange de farines enrichies localement aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes, ainsi qu'aux enfants âgés de moins de 2 ans. Les activités de développement continueront de mettre l'accent sur l'amélioration de la résilience des ménages et des communautés, ainsi que sur le renforcement des systèmes alimentaires dans la région du Grand Sud. La demande en matière de préparation aux situations d'urgence étant de plus en plus pressante, les activités seront axées sur le renforcement des capacités au sein d'un groupe du secteur des technologies de l'information et des communications, ainsi que sur le repositionnement de matériel dans les zones vulnérables. La révision permet de venir en aide à 842 129 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 687 905 personnes pour un coût de 249,1 millions de dollars.

### **Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

10. **La troisième révision du PSPP pour l'Angola (2020-2023)** prolonge de 12 mois la durée de l'opération menée dans ce pays afin de l'harmoniser avec le cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après "Plan-cadre de coopération") le plus récent et de continuer de répondre aux besoins des personnes en situation d'insécurité alimentaire. La sécheresse qui frappe l'Angola est la pire depuis 1981. Selon les résultats du processus d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité utilisant la téléphonie mobile réalisé en mars 2022, plus de 40 pour cent de la population des provinces de Cunene, de Cuando Cubango, de Namibe, de Huila, de Huambo et de Benguela, situées dans le sud-ouest du pays, recourent à des stratégies alimentaires de survie en situation de crise ou pire encore. S'inscrivant dans l'intensification des interventions menées face à la sécheresse, la révision prévoit la distribution de bons-produits dans les municipalités de Curoca, de Cahama et de Gambos et la mise en œuvre d'un projet de création d'actifs dans la province de Huila. Les enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée dans les zones touchées par la sécheresse recevront un traitement sous la forme de suppléments nutritionnels prêts à consommer. Le PAM travaillera avec les autorités provinciales à la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire d'urgence dans le sud du pays et appuiera les programmes d'analyse de la vulnérabilité. La révision permet de venir en aide à 488 800 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 565 300 personnes pour un coût de 38,5 millions de dollars.

11. **La troisième révision du PSP pour le Guatemala (2021-2024)** doit permettre de soutenir les mesures prises par le Gouvernement guatémaltèque pour atténuer les répercussions de la hausse des prix des produits alimentaires qui a rendu les populations touchées encore plus vulnérables. Dans le cadre de la révision, le PAM vise à mettre en place des réserves céréalières stratégiques en vue d'améliorer les perspectives en matière de sécurité alimentaire nationale, à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles en leur fournissant des produits de micro-assurance climatique paramétrique et à mettre en place des systèmes de transferts de type monétaire au profit des communautés autochtones rurales et des jeunes des zones urbaines au titre des programmes de protection sociale. La révision permet de venir en aide à 38 420 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 155 504 personnes pour un coût de 34,0 millions de dollars.
12. **La troisième révision du PSP pour le Rwanda (2019-2024)** prolonge l'opération dans ce pays de six mois afin de l'harmoniser avec les plans nationaux et avec le cycle du Plan-cadre de coopération le plus récent et, parallèlement, permet d'apporter des ajustements aux programmes afin qu'ils correspondent mieux à la réalité du terrain. La révision instaure une nouvelle méthode de ciblage consistant à répartir les réfugiés en trois groupes fondés sur les niveaux de vulnérabilité cumulés dans les camps. Les activités menées dans le domaine de l'alimentation scolaire seront étendues à trois districts supplémentaires dans le cadre d'une nouvelle phase de financement au titre du programme McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation mené par le Département de l'agriculture des États-Unis. Il sera fait appel au réseau des entreprises du mouvement Renforcer la nutrition pour améliorer la capacité du Gouvernement et du secteur privé de contribuer à l'amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition. La Fondation MasterCard ayant lancé un nouveau cycle de financement, le PAM entend continuer de renforcer les systèmes alimentaires de façon à développer les possibilités d'emploi dans les filières au profit des jeunes, des entrepreneuses et des agricultrices. La révision permet de venir en aide à 53 890 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 690 627 personnes pour un coût de 27,7 millions de dollars.
13. **La première révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2022-2027)** vise à accroître l'assistance d'urgence fournie aux réfugiés burundais et aux communautés vulnérables touchés par les répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Elle permet notamment de distribuer des vivres à un nombre de réfugiés burundais plus élevé que prévu en raison d'une forte baisse des taux de rapatriement. Un appui ciblé sera fourni au programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives en vue d'intensifier l'assistance apportée sous forme de transferts de type monétaire aux ménages des zones urbaines et périurbaines, dont la situation économique s'est fortement dégradée depuis le début de la pandémie. Les programmes de transferts de type monétaire seront améliorés grâce à la réalisation périodique d'évaluations des besoins, qui permettront de mesurer les effets des transferts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires. La révision permet de venir en aide à 690 910 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 696 936 personnes pour un coût de 24,8 millions de dollars.

14. **La quatrième révision du plan stratégique multipays provisoire de transition pour l'Amérique latine (2020-2023)** prolonge les opérations de six mois afin de répondre aux besoins immédiats de la population de plus en plus vulnérable et confrontée à une insécurité alimentaire croissante en République bolivarienne du Venezuela, où de graves difficultés socioéconomiques se posent, notamment la diminution du pouvoir d'achat, la recrudescence de la pauvreté, l'augmentation de la malnutrition et l'accroissement des flux migratoires. Selon le plan de réponse humanitaire 2021 pour la République bolivarienne du Venezuela, environ 7 millions de personnes, dont 3,2 millions d'enfants, auraient besoin d'une assistance. La révision prévoit une distribution à plus grande échelle d'aliments nutritifs spécialisés dans les maternelles, l'accent étant placé sur l'amélioration du régime alimentaire des enfants âgés de 6 à 36 mois. De plus, le PAM fournira des informations fondamentales sur la sécurité sanitaire et la préparation des aliments, les pratiques d'hygiène et les besoins nutritionnels différenciés. La remise en état des infrastructures concernera 1 000 cuisines scolaires afin que des repas nutritifs puissent être préparés sur place. Le PAM est chef de file du module de la logistique et cochef de file du module de la sécurité alimentaire, qui continuent d'améliorer la coordination et de fournir des services de gestion de l'information aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement en vue de renforcer la qualité de l'ensemble des interventions. Le coût total de la révision s'élève à 24,7 millions de dollars.
15. **La quatrième révision du PSP pour la Sierra Leone (2020-2024)** est conçue pour appuyer le relèvement socioéconomique après la pandémie de COVID-19 et face à la crise du coût de la vie dans ce pays. Les répercussions économiques de la pandémie, la crise en Ukraine et la détérioration de longue date des conditions macroéconomiques ont favorisé une forte inflation qui a contribué à éroder les revenus et les moyens d'existence. La révision vise à accroître l'aide fournie au plus fort de la période de soudure sous forme de transferts de type monétaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave dans les chefferies les plus touchées, à étendre les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale afin d'atteindre 80 écoles dans les districts de Kambia et de Pujehun, à soutenir les petits agriculteurs en remettant en état ou en aménageant des petits réseaux d'irrigation dans les bas-fonds marécageux intérieurs, ce qui rend possible la production de riz et d'autres cultures alimentaires nutritives toute l'année, et à renforcer les capacités de l'organisme national de gestion des catastrophes récemment créé, en matière de préparation, de coordination des interventions et de logistique. La révision permet de venir en aide à 196 540 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 191 831 personnes pour un coût de 23,7 millions de dollars.
16. **La deuxième révision du PSP pour Cuba (2021-2024)** permet de faire face à l'augmentation des besoins des groupes vulnérables de la population cubaine confrontés aux graves répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 et de la crise en Ukraine, et vise à améliorer l'état de préparation de ce pays face aux urgences imprévues, susceptibles de survenir pendant la saison des ouragans. La dégradation de la situation a été exacerbée par les pénuries de carburants, de denrées alimentaires et de produits de base et par la forte augmentation du coût de la vie. Conformément aux priorités établies par le Gouvernement, la révision prévoit les mesures suivantes: distribution de lait en poudre aux enfants âgés de 6 à 24 mois dans les cinq provinces orientales, fourniture de riz, de haricots et d'huile végétale aux personnes âgées vulnérables, ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes, mise en place de quatre cycles de supplémentation en micronutriments en poudre à l'intention des enfants âgés de 6 à 23 mois dans trois provinces centrales, distribution de légumes frais dans la moitié des internats du primaire des cinq provinces orientales, et repositionnement à La Havane d'articles non alimentaires, notamment des unités de stockage mobiles, des citernes d'eau de 10 000 litres, des tentes familiales et des groupes électrogènes pour les entrepôts, afin de pouvoir atténuer les effets d'ouragans éventuels. La révision permet de venir en aide à 428 878 bénéficiaires

supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 116 106 personnes pour un coût de 18,6 millions de dollars.

17. **La quatrième révision du PSP pour la Gambie (2019-2024)** prolonge de 14 mois l'opération menée dans ce pays pour l'harmoniser avec le cycle du Plan-cadre de coopération le plus récent et pour faire face aux répercussions du ralentissement économique considérable provoqué par la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine. L'inflation des prix des marchandises et des services est passée de 8,2 pour cent en mars 2022 à 12,9 pour cent en août 2022, et celle du prix des produits alimentaires de 8,8 pour cent à 14,9 pour cent pendant la même période. Le nombre de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire dite "de crise" (phase 3 de l'IPC) ou à un niveau "d'urgence" (phase 4 de l'IPC) a doublé par rapport aux années précédentes et auraient atteint 207 000 pendant la période de soudure de 2022. Avec cette révision, le PAM vise à continuer d'aider les personnes touchées par l'insécurité alimentaire au moyen de distributions de vivres, à augmenter le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire et à assurer l'enrichissement des céréales à l'intention des filles et des femmes enceintes ou allaitantes au titre du projet de la Gambie en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. L'appui aux petits exploitants agricoles sera renforcé au moyen d'activités visant à accroître la productivité, à améliorer l'accès aux marchés et à consolider les liens avec les programmes d'alimentation scolaire. La révision permet de venir en aide à 5 340 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 796 986 personnes pour un coût de 17,2 millions de dollars.
18. **La première révision de l'opération d'urgence limitée pour Cabo Verde (2022-2023)** prolonge de six mois l'opération menée dans ce pays en vue d'assurer l'alimentation scolaire du début à la fin de l'année scolaire. La perte de revenus subie par les ménages à cause de la pandémie de COVID-19 n'a pas été résorbée et la flambée du prix des produits alimentaires se poursuit. La crise alimentaire mondiale continue de vider les réserves alimentaires, ce qui contribue à faire augmenter les prix des aliments de base (de plus de 40 pour cent depuis avril 2022) et perturbe l'approvisionnement en intrants agricoles et leur production, notamment les aliments pour animaux. Cabo Verde important 80 pour cent des produits alimentaires, sa vulnérabilité sur le plan alimentaire continuera d'augmenter. La révision permettra au PAM d'étendre les activités menées dans le domaine de l'alimentation scolaire afin d'atteindre 90 000 enfants dans 788 écoles, ce qui renforcera encore les mesures nationales de protection sociale. Compte tenu de l'épuisement des réserves alimentaires nationales, le PAM continuera de contribuer aux achats des produits destinés au programme d'alimentation scolaire. Avant cette révision, l'opération d'urgence limitée consistait à fournir au Gouvernement des services liés à l'achat de produits alimentaires et à la chaîne d'approvisionnement à l'appui du programme national de cantines scolaires; il n'y avait pas de bénéficiaires directs de ces activités. La révision permet de venir en aide à 90 000 bénéficiaires au total pour un coût de 2,5 millions de dollars.

## Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

19. **La huitième révision du PSP pour le Honduras (2018-2022)** permettait de faire face à l'accroissement des besoins humanitaires provoqué par les risques naturels récurrents tels que les inondations et les sécheresses, et par les répercussions économiques dévastatrices de la crise en Ukraine. Selon les projections issues de la dernière analyse en date fondée sur l'IPC, 2,6 millions personnes devaient se trouver dans des situations dites de "crise" ou "d'urgence" de juin à août 2022. Compte tenu du niveau de vulnérabilité caractérisant le pays, la révision a étendu aux lieux prioritaires la portée géographique des activités de transferts de type monétaire et de distribution de bons-produits afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire. Il était prévu de mener des activités visant à renforcer les capacités des individus, des communautés et des institutions afin d'améliorer leur aptitude à gérer des écosystèmes sains et à faire face plus efficacement aux effets des changements climatiques. La révision permet de venir en aide à 346 245 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 799 610 personnes pour un coût de 14,1 millions de dollars.
20. **La septième révision du PSP pour l'Afghanistan (2018-2023)** étend la portée de la prestation de services assurée au profit de l'ensemble du secteur humanitaire, grâce à l'apport d'ajustements qui contribuent à améliorer l'efficacité des services de transfert de type monétaire. Après le changement de gouvernement intervenu en août 2021, l'économie afghane s'est contractée de plus de 20 pour cent et les taux de pauvreté ont considérablement augmenté partout en Afghanistan, notamment dans les zones urbaines. Au titre de cette révision, le PAM fournira des services de transfert de type monétaire aux autres entités des Nations Unies, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales, afin d'améliorer la qualité et de limiter les retards dans l'ensemble des interventions humanitaires. Il autorisera ses partenaires à transférer des fonds aux bénéficiaires en utilisant ses systèmes financiers et ses plateformes, ainsi que les contrats qu'il a mis en place. Des services d'intermédiation des transferts monétaires seront fournis aux organismes clients par l'intermédiaire des prestataires de services financiers avec lesquels le PAM aura passé un contrat. Le coût total de la révision s'élève à 9,4 millions dollars.
21. **La cinquième révision du PSP pour le Cambodge (2019-2023)** doit permettre de faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire liés à la pandémie de COVID-19, à des inondations et aux effets de la crise en Ukraine sur les marchés mondiaux. La pandémie a donné un coup d'arrêt à la croissance du produit intérieur brut et désorganisé le système éducatif pendant près de 300 jours. Ces facteurs ont contribué à freiner la prise en main de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire par le Gouvernement cambodgien. En outre, la crise mondiale des produits alimentaires, des carburants et des engrais a entraîné la hausse des prix du riz enrichi et de l'huile de cuisson importés pour le programme d'alimentation scolaire. En riposte, la révision prévoit une augmentation des distributions de vivres dans les écoles afin de remédier au fait que le transfert des responsabilités aux pouvoirs publics est plus lent que prévu, un élargissement de l'assistance sous forme de transferts de type monétaire aux groupes de la population touchés par la pandémie et par les inondations, ainsi que l'utilisation d'une contribution hautement probable pour financer les activités que mène le PAM en matière de gestion des risques d'origine climatique et des risques de catastrophe et de mise en place de systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs. La révision permet de venir en aide à 30 483 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 701 930 personnes pour un coût de 7,6 millions de dollars.



22. **La cinquième révision du PSP pour le Népal (2019-2023)** vise à prendre en compte l'évolution du contexte népalais, à savoir les pertes d'emplois, les perturbations économiques et la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants provoquées par la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine. Elle a pour objectif d'intensifier les programmes de transferts de type monétaire ciblant les familles d'écoliers touchées par les effets socioéconomiques de la pandémie, d'étendre la couverture des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en vue de promouvoir la diversification du régime alimentaire et les pratiques optimales d'alimentation pour les mères, les nourrissons et les jeunes enfants, et de renforcer la logistique et les opérations liées à la chaîne d'approvisionnement, principalement dans les domaines du stockage et du transport aux niveaux fédéral et provincial. La révision permet de venir en aide à 166 020 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 247 119 personnes pour un coût de 4,7 millions de dollars.
23. **La première révision du PSPP pour le Burundi (2022-2024)** étend la prestation de services à la communauté humanitaire dans son ensemble afin de rehausser la qualité de l'intervention collective au Burundi. Dans le cadre du PSPP, le PAM a signé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un accord prévoyant la prestation de services d'entreposage à la demande à l'appui de la campagne de promotion des moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée au Burundi, financée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le PNUD ayant présenté une nouvelle demande pour faire face à l'augmentation des besoins, la révision permet d'ajouter la prestation de services à la demande concernant la manutention, l'expédition et le transport dans tout le pays. Le coût total de la révision s'élève à 4,2 millions de dollars.
24. **La première révision du PSP pour El Salvador (2022-2027)** constitue une réponse au Gouvernement salvadorien qui a demandé au PAM de l'aider à renforcer le programme national d'alimentation scolaire et à perfectionner le système d'achat d'aliments de qualité produits localement en vue d'améliorer les mesures de protection sociale prises par le pays. L'ampleur du programme national d'alimentation scolaire, dans le cadre duquel des aliments sains et nutritifs sont fournis à 1,3 million d'écoliers, fait du PAM un partenaire de choix du Gouvernement. La révision permet d'augmenter le nombre total de bénéficiaires de l'alimentation scolaire et prévoit un appui à l'achat local de maïs, de sorgho et de sucre, ainsi qu'à la production locale de farine enrichie dans une usine gérée par le Ministère de l'éducation. La révision permet de venir en aide à 1 300 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 973 050 personnes pour un coût de 3,7 millions de dollars.
25. **La sixième révision du plan stratégique multipays provisoire pour les îles du Pacifique (2019-2023)** prolonge l'opération de six mois afin de l'harmoniser avec le Plan-cadre de coopération pour les îles du Pacifique le plus récent. La crise en Ukraine et la situation d'urgence alimentaire mondiale ont eu des effets néfastes sur les plans économique et social dans la région du Pacifique, car la dépendance à l'égard des importations et l'éloignement continuent de favoriser les fluctuations brutales des prix des marchandises. Par ailleurs, la région sort de deux années marquées par des restrictions des déplacements dues à la pandémie de COVID-19, et par la contraction de l'économie et la raréfaction des possibilités d'emploi et des moyens d'existence qui en ont résulté. Tirant parti de l'avantage comparatif du PAM en matière d'analyse des données relatives à la vulnérabilité, la révision contribue à élargir l'échelle et la portée des activités en cours, notamment la réalisation d'évaluations fondées sur des données issues de la téléphonie mobile des effets de la crise alimentaire mondiale dans la région sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Le coût total de la révision s'élève à 3,2 millions de dollars.

26. **La première révision du PSP pour la Tunisie (2022-2025)** vise à aider le Gouvernement tunisien à atténuer les répercussions des facteurs extérieurs qui ont contribué à l'accroissement de l'insécurité alimentaire. La pandémie et la crise en Ukraine ont entraîné la hausse des prix des produits alimentaires, l'augmentation des coûts de la production agricole au niveau national, l'amenuisement des réserves de devises et la recrudescence de la pauvreté. Dotée de ressources financières limitées et peinant à se procurer suffisamment de blé, la Tunisie voit sa vulnérabilité augmenter. Pour répondre à la demande d'assistance du Gouvernement, la révision prévoit des distributions de vivres dans les gouvernorats de Kairouan, de Kasserine et de Siliana touchés par l'insécurité alimentaire, de manière à remédier aux pénuries de produits à base de blé. Calculé pour fournir 2 004 kilocalories par personne et par jour, l'assortiment alimentaire des distributions en nature se composera de pâtes, de semoule, de pois chiches, de lentilles et d'huile végétale enrichie. La révision permet de venir en aide à 13 500 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 49 500 personnes pour un coût de 158 000 dollars.
27. **La première révision du PSP pour le Cameroun (2022-2026)** consiste à faire passer 10 000 bénéficiaires de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, de l'effet direct stratégique 1 dont le domaine d'action privilégié est l'intervention face à une crise à l'effet direct stratégique 3, qui se rapporte au renforcement de la résilience. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM a lancé à titre expérimental un projet axé sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale dans l'est du pays, une région qui accueille les réfugiés de la République centrafricaine les plus touchés par l'insécurité alimentaire et où les taux d'abandon scolaire sont les plus élevés du Cameroun. Au vu des excellents résultats obtenus avec le projet pilote, la révision vise à transposer celui-ci à plus grande échelle pour atteindre 10 000 enfants dans les régions orientales de Bertoua et de Ngaoundéré. Le coût de la révision s'élève à 50 000 dollars.

## ANNEXE

| PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2022 |   |  |  |  |  |
|---|---|--|--|--|--|
| Pays  | Intitulé  | Domaine d'action privilégié  | Budget approuvé                        | Coût de la révision                    | Budget révisé                          |
|   |   |  | Coût total pour le PAM<br>(en dollars) | Coût total pour le PAM<br>(en dollars) | Coût total pour le PAM<br>(en dollars) |
| <b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO</b>  |   |  |  |  |  |
| Ukraine   | Opération d'urgence limitée (2022-2022)         | Interventions face aux crises  | 1 238 520 152                          | 707 942 244                            | 1 946 462 396                          |
| République démocratique du Congo  | Plan stratégique de pays (2021-2024)            | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 1 673 766 710                          | 663 899 267                            | 2 337 665 977                          |
| Myanmar   | Plan stratégique de pays (2018-2023)            | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 562 739 190                            | 297 844 730                            | 860 583 920                            |
| Colombie  | Plan stratégique de pays (2021-2024)            | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 654 322 693                            | 202 006 900                            | 856 329 593                            |
| Madagascar  | Plan stratégique de pays (2019-2023)            | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 379 221 976                            | 249 147 064                            | 628 369 039                            |
| <b>Révisions approuvées par des directeurs régionaux</b>  |   |  |  |  |  |
| Angola  | Plan stratégique de pays provisoire (2020-2023) | Interventions face aux crises/causes profondes                               | 24 985 308                             | 38 461 918                             | 63 447 227                             |
| Guatemala   | Plan stratégique de pays (2021-2024)            | Renforcement de la résilience  | 206 832 020                            | 33 967 192                             | 240 799 212                            |
| Rwanda  | Plan stratégique de pays (2019-2024)            | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes | 250 589 594                            | 27 695 444                             | 278 285 038                            |

| <b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2022</b> |   |   |  |  |  |
|--|---|---|--|--|--|
| <b>Pays</b>  | <b>Intitulé</b>   | <b>Domaine d'action privilégié</b>  | <b>Budget approuvé</b>                         | <b>Coût de la révision</b>                     | <b>Budget révisé</b>                           |
|  |   |   | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> |
| <b>République-Unie de Tanzanie</b>   | <b>Plan stratégique de pays (2022-2027)</b>   | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                   | 338 295 023                                    | 24 776 107                                     | 363 071 130                                    |
| <b>Amérique latine</b>   | <b>Plan stratégique multipays provisoire de transition (mars 2020-février 2023)</b> | Interventions face aux crises   | 191 044 951                                    | 24 725 534                                     | 215 770 485                                    |
| <b>Sierra Leone</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2020-2024)</b>   | Interventions face aux crises renforcement de la résilience/ causes profondes | 94 207 643                                     | 23 720 721                                     | 117 928 364                                    |
| <b>Cuba</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2021-2024)</b>   | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes  | 37 330 908                                     | 18 628 048                                     | 55 958 956                                     |
| <b>Gambie</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2019-2024)</b>   | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes  | 66 546 187                                     | 17 152 853                                     | 83 699 040                                     |
| <b>Cabo Verde</b>  | <b>Opération d'urgence limitée (juin 2022-mai 2023)</b>                             | Interventions face aux crises   | 1 579 357                                      | 2 456 315                                      | 4 035 672                                      |
| <b>Révisions approuvées par des directeurs de pays</b>   |   |   |  |  |  |
| <b>Honduras</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2018-2022)</b>   | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes  | 290 496 395                                    | 14 140 530                                     | 304 636 925                                    |
| <b>Afghanistan</b>   | <b>Plan stratégique de pays (2018-2023)</b>   | Interventions face aux crises   | 6 042 504 006                                  | 9 379 336                                      | 6 051 883 342                                  |

| <b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2022</b> |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
| <b>Pays</b>  | <b>Intitulé</b>  | <b>Domaine d'action privilégié</b>   | <b>Budget approuvé</b>                         | <b>Coût de la révision</b>                     | <b>Budget révisé</b>                           |
|  |  |  | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> | <b>Coût total pour le PAM<br/>(en dollars)</b> |
| <b>Cambodge</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2019-2023)</b>              | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes | 80 347 950                                     | 7 573 419                                      | 87 921 370                                     |
| <b>Népal</b>   | <b>Plan stratégique de pays (2019-2023)</b>              | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 165 234 160                                    | 4 688 813                                      | 169 922 974                                    |
| <b>Burundi</b>   | <b>Plan stratégique de pays provisoire (2022-2024)</b>   | Interventions face aux crises  | 257 962 470                                    | 4 235 939                                      | 262 198 409                                    |
| <b>El Salvador</b>   | <b>Plan stratégique de pays (2022-2027)</b>              | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience/causes profondes | 129 202 890                                    | 3 749 045                                      | 132 951 935                                    |
| <b>Îles du Pacifique</b>   | <b>Plan stratégique multipays provisoire (2019-2023)</b> | Interventions face aux crises/renforcement de la résilience                  | 28 174 508                                     | 3 209 176                                      | 31 383 684                                     |
| <b>Tunisie</b>   | <b>Plan stratégique de pays (2022-2025)</b>              | Renforcement de la résilience/causes profondes                               | 11 392 574                                     | 158 211  | 11 550 785                                     |
| <b>Cameroun</b>  | <b>Plan stratégique de pays (2022-2026)</b>              | Renforcement de la résilience  | 729 604 853                                    | 50 174   | 729 655 027                                    |
| <b>Coût total des révisions pour le PAM: 2 379 608 980 dollars</b>   |  |  |  |  |  |

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

|          |   |
|----------|---|
| COVID-19 | maladie à coronavirus 2019  |
| FAO      | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| IPC      | Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire          |
| PSP      | plan stratégique de pays  |
| PNUD     | Programme des Nations Unies pour le développement                   |
| PSPP     | plan stratégique de pays provisoire                                 |
| PSPP-T   | plan stratégique de pays provisoire de transition                   |